

Résumé Loi de finances 2015 et Loi de finances rectificative 2014

Barème de l'IR pour une part (revenus 2014)

Fraction du revenu imposable 2014	Taux
Jusqu'à 9 690 €	0 %
De 9 691 € à 26 764 €	14 %
De 26 765 € à 71 754 €	30 %
De 71 755 € à 151 956 €	41 %
Supérieure à 151 956 €	45 %

Calcul de l'impôt brut : revenus 2014(formule « directe »)

QF	Impôt brut
Jusqu'à 9 690 €	0
De 9 691 € à 26 764 €	$(R \times 0,14) - (1\,356,60 \times N)$
De 26 765 € à 71 754 €	$(R \times 0,30) - (5\,638,84 \times N)$
De 71 755 € à 151 956 €	$(R \times 0,41) - (13\,531,78 \times N)$
Supérieur à 151 956 €	$(R \times 0,45) - (19\,610,02 \times N)$

Traitements et salaires	Déduction forfaitaire de 10 % Frais professionnels	Minimum = 426 € (936 € pour les chômeurs de longue durée + 1 an) Maximum = 12 157 €
Plafonnement des effets du quotient familial	Avantage fiscal limité pour chaque demi-part	1 508 €

Décote : La décote est relevée à **1.135 €** pour les célibataires, divorcés, séparés et veufs et à **1.870 €** pour les couples mariés ou liés par un Pacs soumis à imposition commune. Le plafond de la décote est déterminé en fonction de la situation familiale du contribuable. Elle est calculée sur le montant total de l'impôt (et non plus sur la moitié). La décote maximale est de 935€ pour un couple ; 568€ pour un contribuable seul.

Exemple : Célibataire avec un impôt brut de 842 €, décote = 1135-842=293€. Impôt net = 842-293=549€.

Prime à l'emploi : supprimée à compter de l'imposition des revenus 2015 (donc en 2016).

Régimes d'imposition : seuils inchangés

BIC

Activité	Microentreprises	Réel simplifié	Réel normal
Ventes et fourniture de logement	CAHT ≤ 82 200 €	82 200 € < CAHT ≤ 783 000 €	CAHT > 783 000 €
Prestations de services et locations meublées	CAHT ≤ 32 900 €	32 900 € < CAHT ≤ 236 000 €	CAHT > 236 000 €

Suppression d'avantages fiscaux pour les adhérents d'organismes de gestion agréés –

Les adhérents d'organismes de gestion agréés (OGA), que ce soit un centre de gestion agréé (CGA) ou une association de gestion agréée (AGA), bénéficient, sous certaines conditions, d'avantages fiscaux. **La loi de finances 2015 supprime certains de ces avantages.**

-Déductibilité du salaire du conjoint : à compter de 2016, seul le régime matrimonial est déterminant, (l'adhésion à un OGA est sans importance).

1^{er} cas : mariage sous le régime de communauté ou de participation aux acquêts : déductibilité limitée à **17 500 euros**.

2^{ème} cas : mariage sous le régime de la séparation des biens : déductibilité totale du salaire.

-La réduction d'impôt pour frais d'adhésion et de tenue de comptabilité est supprimée à compter du 1/01/2016. Ces frais seront déductibles du résultat imposable de l'exploitant dès le premier euro.

-Le délai de reprise de 2 ans est réaligné sur celui de droit commun (3 ans) à compter de 2015. (Délai pendant lequel l'administration fiscale peut procéder à des rectifications sur les déclarations fiscales).

NB : Les autres avantages fiscaux accordés lors de l'adhésion à un OGA n'ont pas été supprimés. Ainsi, cette adhésion permet toujours d'échapper à la majoration de 25 % des revenus professionnels déclarés pour le calcul de l'impôt sur le revenu. Par ailleurs, les nouveaux adhérents qui révèlent spontanément les insuffisances, inexactitudes ou omissions de leurs déclarations professionnelles demeurent dispensés des majorations fiscales, sauf manœuvres frauduleuses.

Contribution exceptionnelle d'IS pour les grandes entreprises :

Prorogée jusqu'au 30/12/2016

Rappel : sont concernées les entreprises soumises à l'IS dont le CA >250M€, taux de 10.7% sur l'IS.

Contribution Sociale de Solidarité des Sociétés (CSSS)

Supprimée progressivement d'ici 2017.

Sont concernées par la CSSS : les entreprises dont le CA > 760 000 €.

TVA : régime simplifié

A compter du 1/01/2015

Deux conditions pour bénéficier du régime simplifié :

CA n'excède pas la limite applicable et TVA exigible N-1 ≤ 15000 €

Deux acomptes semestriels (juillet et décembre) : 55 % et 40% de la TVA due N-1 (sauf immobilisations).

Plafond SS : - mensuel	3 170 €
SMIC 1/01/2015: - horaire (brut) - mensuel (brut) (pour 35h)	9,61 € 1 457,52 €
Taux maximum déductible Intérêts comptes courants (exercices clos le 31/12/2014)	2.79 %